



VIOLENCE DE MICHELIN

Avec

- la fermeture de Lille : 276 emplois
 - l'arrêt du Tourisme à Montceau : 477 emplois
 - restructuration de Tours : 340 emplois
 - et la confirmation de 3000 à 3500 emplois supprimés d'ici 2012,
- MICHELIN porte l'entière responsabilité des actions qui se déroulent et ne manqueront pas de se dérouler dans les mois à venir.

REFUS DU DIALOGUE SOCIAL :

MICHELIN ne cesse de parler de dialogue social, la réalité est que la direction a reçu à deux reprises une délégation des représentants des salariés le 24 juin : **tous les points abordés se sont vus opposer une fin de non recevoir :**

- Refus d'ouvrir des négociations sur la pénibilité dans le Groupe
 - Refus d'une table ronde avec les élus et les Pouvoirs Publics et les représentants syndicaux pour évoquer l'avenir du site de Montceau et la responsabilité sociale de Michelin sur ce bassin d'emploi.
 - Refus de retirer les plaintes en direction de 7 militants syndicaux de Montceau, malgré la bonne volonté exprimée par l'intersyndicale et les salariés.
 - Et même refus d'envisager une réunion de fin de conflit pour les salariés de Montceau.
- Sur Montceau, Michelin a utilisé le lock-out interdisant aux salariés d'accéder à leur poste de travail ; fait constaté par Procès Verbal d'huissier.

*Les 100 Millions d'euros
d'investissements sur
Ladoux :*

Michelin confirme au CCE qu'il s'agit essentiellement de rénovation du site et des bâtiments, déjà annoncée en 2007 et devant s'étaler sur plusieurs années.

Il confirme également la suppression de 200 emplois dans la recherche.

TOUS CONCERNES !

Ces restructurations suppriment des productions industrielles, l'ensemble

des sites en sortira affaibli, ce qui conduira inévitablement à d'autres mesures du même type.

Un salarié de Michelin se suicide sur son lieu de travail

Un salarié de Michelin, âgé de 55 ans, s'est suicidé mercredi sur son lieu de travail, le centre de technologie du groupe, situé à Ladoux (Puy-de-Dôme), près de Clermont-Ferrand, a-t-on appris jeudi de sources concordantes. "Le drame a été découvert mercredi", a indiqué la direction de Michelin, confirmant une information du quotidien régional La Montagne. La direction a précisé qu'une "enquête était en cours" pour tenter de déterminer les raisons qui ont poussé le salarié à mettre fin à ses jours. Elle a toutefois estimé qu'il n'y avait a priori pas de lien entre ce suicide et le plan de restructuration de Michelin qui prévoit la suppression de 1.093 postes, dont la discussion mercredi en Comité central d'entreprise (CCE) a été houleuse. Cyrille Poughon, syndicaliste CFDT chez Michelin, a estimé qu'il ne fallait "pas se précipiter" pour faire le lien entre ce suicide et la situation de l'entreprise, "d'autant que le salarié concerné travaillait sur un site qui n'est en rien concerné par les suppressions d'emplois".

<http://www.humanite.fr/Un-salarie-de-Michelin-se-suicide-sur-son-lieu-de-travail>

**Toutes les catégories de salariés de tous les sites sont concernées !
La Mobilisation dans les semaines et mois à venir est incontournable !**

Syndicat CGT Michelin

Déclaration de la CGT à l'assemblée générale de la Mutuelle du 25 juin 2009

Le 15 mai dernier, Michelin distribuait aux actionnaires 145 millions d'euros alors que la Manufacture avaient dans ses tiroirs un plan de + de 3 000 suppressions d'emplois que la direction a annoncé mercredi dernier. Pourtant devant les médias, en début d'année, Monsieur Rollier, co-gérant, avait affirmé que la Manufacture n'envisageait pas de plan, il mentait !

L'an passé, la protection sociale avait reçu des mauvais coups avec la mise en place des franchises. Cette année, le mauvais chiffre du déficit de la Sécurité Sociale, au-delà de 20 milliards d'euros dû en grande partie au manque de rentrée des cotisations (suppressions massives d'emplois, fermetures d'entreprises, chômage qui explose et exonération de cotisations (32,3 milliards d'euros) nous fait supposer que l'effort sera supporté une fois de plus par les assurés sociaux et mutualistes.

Michelin, comme bien des entreprises, après avoir tapé dans les acquis des salariés, s'est servi sans retenue du chômage partiel pour conserver ses marges bénéficiaires et puiser dans les caisses de l'état pour faire face à une crise totalement orchestrée par le capitalisme et dont il l'utilise pour accélérer ses restructurations et son désengagement de la France.

L'annonce de ce nouveau plan va nécessairement encore avoir de dramatiques répercussions sur la santé des salariés et notamment sur celles des plus touchés comme à Lille, Tours et Montceau.

Alors qu'il faudrait améliorer la santé au travail pour supprimer les accidents du travail et les maladies professionnelles dans les ateliers et bureaux, les mesures prises en supprimant des emplois, jouant la flexibilité à outrance, sans oublier le stress et en augmentant la productivité vont mettre en danger la population de l'usine, toutes catégories confondues.

Lors des négociations, l'Actuaire, qui a suivi le dossier de notre Mutuelle, faisait apparaître une moyenne d'âge de ses adhérents de 68 ans. Cette moyenne est inférieure de 10 ans à celle nationale, cela doit nous interpeller quand on sait que reculer l'âge de la retraite à 67 ans est dans la tête de certains.

Il y a donc également une véritable et urgente nécessité d'ouvrir des négociations pour prendre en compte la pénibilité au travail et les fins de carrière.

Michelin se moque des retraités et continue à leur mentir, car la Manufacture devait ouvrir une négociation en 2008 concernant cette catégorie, nous arrivons à mi-2009 et aucune réunion n'est programmée.

Pourtant, l'entreprise doit revoir sa participation et revenir à la parité de la cotisation qui est issue de l'engagement réciproque né de l'histoire de la mutuelle.

Le retour à la parité permettrait de pouvoir appliquer sans problème les règles qui nous lient et auxquelles sont imposées les mutuelles à régime obligatoire qui imposent un régime identique sans excéder 150 % en actifs et retraités. Enfin, on retrouverait la solidarité intergénérationnelle.

La CGT est satisfaite de la demande d'étude pour envisager le retour à un seul régime avec l'éventualité de la suppression des options comme cela existait auparavant !